

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur
CHUM DE MARTINIQUE
Filière Transports
Etabli en application de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015
Et du Décret N°2016-360 du 25 mars 2016
Relatifs aux marchés publics

Objet de la consultation :

**LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES
NEUFS ET PRESTATIONS ASSOCIEES
POUR LE GHT de MARTINIQUE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché public	3
1.1 Prestations de base	3
1.2 Prestations supplémentaires éventuelles facultatives	3
Article 2. Décomposition du marché	3
2.1 Allotissement	3
2.2 Forme et durée	3
Article 3. Détail des prestations	4
3.1 Description des véhicules	4
3.2 Exigences environnementales.....	4
3.3 Prestations de base	5
3.3.1 Location longue durée d'une flotte de véhicules automobiles neufs	5
3.3.2 Entretien / Maintenance de la flotte	5
3.3.2.1 Champs d'intervention de l'entretien / maintenance de la flotte	5
3.3.2.2 Modalités d'intervention	6
3.3.2.3 Réseau des garages agréés pour l'entretien	7
3.3.3 Assistance, dépannage de la flotte, mise à disposition de véhicules de remplacement	7
3.3.3.1 Assistance / Hotline	7
3.3.3.2 Dépannage	7
3.3.3.3 Mise à disposition de véhicules d'attente et de remplacement	8
3.3.4 Démarches en préfecture pour l'obtention des cartes grises, fourniture et pose des plaques d'immatriculation, fourniture des documents d'immatriculation	9
3.3.5 Réajustements du couple durée/kilomètre en cours de location.....	9
3.3.6 Suivi de la sinistralité.....	9
3.3.7 Relation clientèle / équipe dédiée au suivi de l'exécution du marché	10
3.3.8 Outil informatique de gestion administrative du parc de véhicules loués	10
3.3.9 Fourniture, pose et dépose et stockage des pneumatiques	11
3.4 Prestations supplémentaires éventuelles facultatives	12
3.4.1 Assurance du parc sous contrat et fourniture des attestations d'assurance établies dans les conditions fixées aux articles R.211-21-1 et suivants du code des Assurances	12
3.4.1.1 Assurance	12
3.4.1.2 Gestion des sinistres.....	12
3.4.1.3 Services (autres que la gestion des sinistres)	13
3.4.2 Formation à l'éco-conduite et à la prévention des risques routiers.....	13
3.4.3 Outil de télématique embarquée	14
Article 4. Choix et commande des véhicules	14
4.1 Choix des véhicules	14
4.2 Commande des véhicules	14
Article 5. Livraison des véhicules	14
Article 6. Rupture anticipée	15
Article 7. Restitution des véhicules	15
Article 8. Valeur résiduelle des véhicules	16
Article 9. Mise en place du marché	17
Article 10. Obligations des établissements adhérents	17
Article 11. Gestion des procès-verbaux	17
11.1 Les procès-verbaux de stationnement remis ou non en mains propres à l'utilisateur	17
11.2 Les autres infractions	18

Article 1. Objet du marché public

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées : Location longue durée de véhicules neufs et prestations associées pour le GHT MARTINIQUE et ses membres.

1.1 Prestations de base

Les prestations de bases se composent de :

- La location longue durée d'une flotte de véhicules automobiles neufs ;
- L'entretien / la maintenance de la flotte ;
- L'assistance / le dépannage de la flotte / la mise à disposition de véhicules de remplacement ;
- La mise à disposition d'une hotline téléphonique ;
- Les démarches en préfecture pour l'obtention des cartes grises et la fourniture et la pose des plaques d'immatriculation ;
- Les réajustements du couple durée/kilomètre en cours de location ;
- Le suivi de la sinistralité ;
- La gestion du parc, via notamment la mise à disposition d'un système informatisé de gestion en temps réel de la flotte (à minima en suivant la maintenance), accessible par Internet ;
- La fourniture, la pose et la dépose des pneumatiques.
- L'assurance du parc sous contrat et la fourniture des attestations d'assurance établies dans les conditions fixées aux articles R.211-21-1 et suivants du code des Assurances

Location Longue Durée, la longue durée ici est définie comme une période de 60 mois

1.2 Prestations supplémentaires éventuelles facultatives

Les prestations supplémentaires éventuelles facultatives se composent de :

- La formation à l'éco-conduite et à la prévention des risques routiers ;
- La télématique embarquée.

Article 2. Décomposition du marché

2.1 Allotissement

Le présent marché est composé de deux (2) lots :

- Lot 1 Location longue durée de véhicules particuliers de tourisme et prestations associées ;
-
- Lot 2 Location longue durée de véhicules utilitaires dont le PTAC est inférieur à 3,5 T et prestations associées ;
-
- Lot 3 Location longue durée de véhicules particuliers de tourisme équipés de dispositifs de géolocalisation (traceur GPS) et prestations associées

Chaque lot est mono-attributaire.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Cependant ils sont obligés de répondre à l'ensemble des sous-lots (c'est à dire des différents types de véhicules décrits en annexe 1) composant un lot, dans le cas contraire son offre est irrégulière.

2.2 durée

L'accord cadre à bons de commande sera conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

A l'issue de cette première période, le marché pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour des périodes successives de douze (12) mois, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

Les bons de commandes seront établis par chacun des établissements adhérents au marché qui ont la possibilité d'y adhérer en cours d'exécution de celui-ci, en fonction de leurs besoins et de leurs dates de fin de marché respectives.

Compte-tenu de la spécificité de l'objet du marché, les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils pourront s'exécuter pendant une durée allant jusqu'à 48 Mois à compter de leur signature.

Article 3. Détail des prestations

3.1 Description des véhicules

Les besoins des établissements adhérents portent sur des véhicules particuliers de tourisme, des véhicules utilitaires dont le PTAC est inférieur à 3,5 T.

Les caractéristiques techniques sont précisées à l'annexe 1 du présent CCTP.

L'énergie thermique correspond à de l'essence de type sans plomb 98 (ou E5) et diesel (B7).

L'énergie verte correspond à de l'hybride, de l'hybride rechargeable et de l'électrique.

Concernant les lots 1 et 3, il est demandé aux candidats de proposer deux types de véhicules (business avec boîte de vitesse manuelle et business avec boîte de vitesse automatique) par gamme et pour chacun de ces deux types, deux motorisations différentes (thermique et énergie propre).

Les véhicules sont équipés en 5 portes sauf gamme de véhicules où le modèle de base est équipé autrement (à préciser dans le BPU).

Concernant le lots 2 aucune énergie n'est imposée mais il appartient au candidat de renseigner ce champ dans le BPU.

Concernant le lot 3, les véhicules devront être équipés d'un dispositif de géolocalisation (traceur GPS) dans le respect de la législation en vigueur

La prestation comprend la mise à disposition, l'installation, l'entretien et la désinstallation en fin de contrat de dispositifs de géolocalisation sur les véhicules loués :

- La fourniture de dispositifs de géolocalisation embarqués / filaires ou autonomes ;
- Leur installation sur les véhicules concernés de manière sécurisée
- L'accès à une plateforme (de type Saas) de suivi en ligne ou application mobile
- La maintenance et mise à jour logicielle durant la durée de location ;
- Le retrait et la remise en état à la restitution des véhicules.

Ce dispositif tiendra compte du :

-Respect de la loi Informatique et Libertés et du Règlement Général sur la Protection des données (RGPD)

-Respect des dispositions du Code du travail, notamment en matière d'information et respect des droits des salariés. Obligation découlant du Code du Travail notamment l'article L1222-4 relatif à l'information préalable des salariés

Le titulaire devra fournir :

- Un descriptif technique du dispositif proposé ;
- La documentation garantissant la conformité au RGPD
- Une notice d'information à destination des utilisateurs des véhicules

La finalité du dispositif : gestion de flotte, sécurité des véhicules, pour ce faire les clauses techniques dédiées à la géolocalisation :

- le type de traceur attendu : embarqué avec batterie pour sauvegarde
- les données collectées via la plateforme en ligne : position (localisation géographique en temps réel) ; date et heure ; données techniques liées au fonctionnement du traceur ; données d'identification du véhicule (immatriculation) et le cas échéant de l'utilisateur.
- l'accès à une plateforme en ligne sécurisée, avec des droits utilisateurs définis (login sécurisé, traçabilité des accès)
- le respect du RGPD (voir CCAP)

Cette plateforme en ligne devra permettre un suivi en temps réel, la consultation de l'historique des trajets ; le téléchargement de rapports d'activité (PDF, EXCEL) ;

Les données seront stockées sur une plateforme sécurisée accessible au seul personnel autorisé par le pouvoir adjudicateur. Leur collecte et traitement devront respecter les dispositions du RGPD

3.2 Exigences environnementales

Les véhicules doivent avoir un taux d'émission de CO2 égal ou inférieur à la réglementation en vigueur.

Dans le cas où, en cours d'exécution du marché, la réglementation relative au taux d'émission de CO2 des véhicules évoluerait, le Titulaire se conformerait systématiquement aux nouvelles règles pour les nouvelles locations de véhicules.

Pour les véhicules thermiques, le Titulaire proposera des véhicules relevant de la norme Euro 6 (applicable à compter du 1er septembre 2015 en ce qui concerne l'immatriculation et la vente des nouveaux types de véhicules).

Pour les motorisations s'appuyant sur des batteries, le Titulaire devra exposer dans son mémoire technique les contraintes liées à l'exploitation de celles-ci :

- Coût et durée de la location des batteries ;
- Traitement spécifique en fin d'utilisation ;
- Performances minimales en termes de nombre de cycles de charges ;
- Durée de vie globale ;
- Temps de charge et électricité consommée selon le mode de charge.

Le Titulaire s'engage également à proposer, si besoin, la fourniture d'un véhicule à commandes uniquement manuelles pour une personne en chaise roulante.

3.3 Prestations de base

3.3.1 Location longue durée d'une flotte de véhicules automobiles neufs

Le présent marché concerne la location longue durée (LLD) de véhicules 60 mois.

Le Titulaire se verra confier par le GHT MARTINIQUE et ses membres la gestion de leur parc automobile de location longue durée, de la phase d'acquisition de la flotte à sa restitution.

Il s'agit de véhicules neufs qui seront loués pour une durée et un kilométrage déterminés à l'avance.

Concernant le lot 1 et 3, les véhicules devront être marqués avec le logo officiel de l'établissement concerné. La taille, les couleurs et le positionnement du logo seront définis par les établissements lors de la validation des maquettes de marquage. L'ensemble des frais liés à la fourniture et à la pose du logo de l'établissement est à la charge du titulaire et devra être inclus dans son offre.

Les candidats devront proposer à minima :

- 2 motorisations

Le Bordereau de prix doit être complété avec les types de véhicules susmentionnés mais l'accès au catalogue du Titulaire permettra à tout établissement de pouvoir louer le véhicule de son choix (marque, motorisation, niveaux de finition) dans la limite de 10% du montant total du marché

Le Titulaire s'oblige, au moment de la demande de l'établissement bénéficiaire, de le conseiller et de lui présenter les solutions alternatives avec leurs coûts associés, aux véhicules figurant dans le BPU.

3.3.2 Entretien / Maintenance de la flotte

3.3.2.1 Champs d'intervention de l'entretien / maintenance de la flotte

Le Titulaire doit effectuer toutes les réparations mécaniques, électriques et électroniques nécessaires au bon fonctionnement du véhicule, conformément aux prescriptions du constructeur, aux échéances préconisées par celui-ci et figurant notamment dans le carnet d'entretien et ce à tout moment si nécessaire.

Cette prestation comprend, au minimum, les interventions et services suivants :

- Les mises à niveau de l'ensemble des fluides (huile, liquide de refroidissement, fluides hydrauliques divers) entre deux opérations de maintenance, d'entretien ou d'assistance
- L'entretien, le cas échéant, du système de conditionnement d'air ;
- Le remplacement des organes de freinage, plaquettes, disques, garnitures, cylindres, tambours (selon véhicule) ;
- Le remplacement éventuel de la courroie de distribution ;
- Le remplacement d'éléments du dispositif d'échappement, dans le cas où la détérioration de cet équipement ne peut être imputée à un choc ;
- Le remplacement des filtres à pollen d'habitacle ;
- Le remplacement des ampoules de l'éclairage intérieur et de la signalisation extérieure
- Le remplacement des raclettes d'essuie-glace usées, dans la limite des préconisations constructeur ;
- Le remplacement de la batterie de démarrage ;
- Le remplacement de tout fusible ;
- Le remplacement éventuel du dispositif d'embrayage et/ou de la boîte de vitesses, dans le cas où la panne n'est pas imputable à l'établissement adhérent ;
- D'une manière générale, les réparations consécutives à des pannes ou à une usure prématurée qui ne peuvent être imputées à l'établissement adhérent ;
- Le coût éventuel des contrôles techniques, en fonction de la réglementation en vigueur.
- Pour les véhicules thermiques, la prestation couvre également :
- Les opérations de vidange, graissage ainsi que la fourniture des ingrédients propres aux opérations d'entretien et de réparation ;

- Les opérations d'entretien et de contrôles périodiques aux kilométrages préconisés par le constructeur ;
- Les appoints de recharges de circuit de climatisation et filtre à pollen, les contrôles techniques et, éventuellement entre deux révisions, les appoints de lubrifiant, le remplacement de la batterie, le changement des balais d'essuie glaces et des ampoules.

Pour les véhicules hybrides, hybrides rechargeables et électriques, la prestation couvre également :

- Les opérations d'entretien et de contrôles périodiques aux kilométrages préconisés par le constructeur ;
- L'entretien de la batterie ;
- Les appoints de recharges de circuit de climatisation et filtre à pollen, les contrôles techniques et, éventuellement entre deux révisions, les appoints de lubrifiant, le remplacement de la batterie, le changement des balais d'essuie glaces et des ampoules.

Le Titulaire ne peut pas refuser l'apposition d'autocollants ou de marquages.

Aucun frais supplémentaire lié à l'enlèvement desdits autocollants ou marquages ou au nettoyage de traces résiduelles ne pourra être facturé par le Titulaire.

Exclusion de la prestation : la prestation d'entretien / maintenance ne couvre pas la réparation des défaillances causées par une négligence du conducteur ou un usage du véhicule non conforme à la notice d'utilisation du véhicule et aux conditions d'utilisation fixées.

De même, la prestation de maintenance / entretien / assistance ne comprend pas les interventions sur les aménagements complémentaires.

3.3.2.2 Modalités d'intervention

Afin de permettre aux établissements bénéficiaire l'entretien / maintenance de la flotte dans les meilleurs délais, le Titulaire doit disposer d'un réseau étendu de constructeurs de véhicules ou de garages / enseignes habilités par lesdits constructeurs.

Le Titulaire a un devoir d'information quant aux échéances des différentes opérations. Informé par le Titulaire au moins un mois avant, de la proximité d'une échéance relative à l'entretien des véhicules indiquée dans le carnet d'entretien, ou pour toute autre opération d'entretien, l'établissement adhérent doit prendre rendez-vous auprès du garage de son choix au sein du réseau proposé par le Titulaire. Toute intervention sur un véhicule en dehors de cette modalité ne peut donner lieu à une prise en charge a posteriori par le Titulaire.

3.3.2.3 Réseau des garages agréés pour l'entretien

Les entretiens doivent être réalisés dans les garages référencés par le Titulaire au sein d'un réseau spécialisé. Ces opérations d'entretien sont effectuées sans avance de frais de la part de l'établissement adhérent.

Le Titulaire doit proposer un réseau suffisamment dense prenant en considération l'implantation géographique des établissements bénéficiaires sur le territoire.

3.3.3 Assistance, dépannage de la flotte, mise à disposition de véhicules de remplacement

3.3.3.1 Assistance / Hotline

Le Titulaire doit mettre à disposition des établissements bénéficiaires, une assistance téléphonique entièrement gratuite et personnalisée avec des correspondants dédiés pour répondre et traiter leurs demandes.

Dans son mémoire technique, le Titulaire devra préciser les horaires auxquelles l'assistance téléphonique peut être jointe et qui doivent impérativement être comprises entre 9H et 18H les jours ouvrés.

En cas de plateau technique non-centralisé, le Titulaire devra à chaque adhésion d'un nouvel établissement du G.H.T de Martinique, lui transmettre les coordonnées téléphoniques et mails des personnes en charge de leur dossier.

Pour les situations d'urgence, le Titulaire doit proposer une solution accessible 7/7J et 24/24H et devant notamment permettre de répondre à toute question relative à la gestion des sinistres, à l'assistance, au dépannage, aux réparations, etc.

Il sera demandé au Titulaire d'indiquer le numéro de téléphone de la hotline soit dans le carnet de bord du véhicule soit sur un autocollant posé dans ou sur le véhicule.

Le Titulaire devra également présenter dans son mémoire technique le système qu'il met en place pour que les établissements du G.H.T. bénéficiaires, puissent effectuer des réclamations et connaître l'état d'instruction de celles-ci.

Le titulaire s'engage à répondre aux réclamations et dysfonctionnements signalés dans un délai de 48 heures ouvré sous peine de se voir appliquer des pénalités de retard.

3.3.3.2 Dépannage

Dès l'immobilisation d'un véhicule en raison d'un d'incident technique, d'un accident, d'un incendie, d'un vol, d'une panne (dont une crevaison) ou de perte de clef ne permettant plus l'utilisation conforme du véhicule au Code de la route, l'assistance téléphonique doit proposer une solution de dépannage pour le conducteur et pour le véhicule.

A ce titre, dès l'immobilisation du véhicule, le conducteur doit avoir accès aux services suivants :

- Rapatriement pour lui et les éventuels passagers (solution économiquement la plus avantageuse au regard des moyens de transport disponibles).

Concernant le véhicule :

- Réparation sur lieu de panne, y compris crevaison ;
- Remorquage jusqu'à la concession agréée la plus proche ;
- Assistance carburant en cas de panne de carburant ;
- Assistance à l'ouverture du véhicule en cas d'oubli des clés à l'intérieur du véhicule.

Par ailleurs la continuité du Service Public impose au Titulaire de devoir proposer à l'établissement bénéficiaire de ce marché, le prêt d'un véhicule de remplacement.

Dans son mémoire technique, le Titulaire devra préciser les modalités de prise en charge du conducteur et du véhicule et leur priorisation.

La mission de dépannage est comprise dans le loyer mensuel et ne donne pas lieu à refacturation.

Exclusion de la prestation : la prestation de maintenance / entretien / assistance ne couvre pas la réparation des défaillances causées par une négligence de l'acheteur ou un usage du véhicule non conforme à la notice d'utilisation du véhicule et aux conditions d'utilisation fixées.

De même, la prestation de maintenance / entretien / assistance ne comprend pas les interventions sur les aménagements complémentaires.

3.3.3.3 Mise à disposition de véhicules d'attente et de remplacement

Véhicule d'attente : Compte tenu des délais de construction de véhicules neufs, le Titulaire doit pouvoir fournir **si besoin**, des véhicules dits d'attente durant la période comprise entre l'émission du bon de commande par l'établissement bénéficiaire et la livraison effective du véhicule neuf.

Cette période ne saurait excéder 4 mois pour le lot 1 et 6 à 8 mois pour les lots 2,

Le véhicule d'attente doit, dans la mesure du possible, être de la même gamme que le véhicule choisi.

Véhicule de remplacement : Le Titulaire doit proposer des véhicules de remplacement en cas d'immobilisation du véhicule loué ou lorsque celui-ci ne peut être utilisé sans danger notamment dans les situations et modalités suivantes :

- en cas de panne mécanique prolongée ;
- en cas de sinistre partiel ;
- en cas de sinistre total ou vol ;

- en cas de rejet par l'établissement adhérent d'un véhicule livré pour non-conformité à la commande, dommage matériel, vice ou défaut.

Les délais maximums de prêt sont de 5 jours en cas de panne, 8 en cas d'accident et 30 en cas de sinistre total ou de vol.

Le véhicule de remplacement doit, dans la mesure du possible, être de la même gamme que le véhicule choisi. Le candidat doit préciser la gamme de véhicule qu'il entend même à disposition du GHT MARTINIQUE et ses membres dans le BPU.

Les véhicules de remplacement sont automatiquement et immédiatement fournis (ou à posteriori de l'évènement selon le choix du conducteur). Ils sont restitués au lieu de prise en charge.

Dans le cadre de la maintenance, si un véhicule ne peut être réparé par le garagiste agréé après deux visites successives pour le même problème, Le titulaire s'engage à reprendre ledit véhicule et à proposer en échange un véhicule équivalent.

En tout état de cause, le délai de mise à disposition d'un véhicule de remplacement ne saurait excéder 4 mois, le Titulaire devant mettre à la disposition de l'établissement un nouveau véhicule neuf dans ce délai en cas d'impossibilité de réparer le véhicule initial.

3.3.4 Démarches en préfecture pour l'obtention des cartes grises, fourniture et pose des plaques d'immatriculation, fourniture des documents d'immatriculation

Le Titulaire procède aux démarches nécessaires à l'immatriculation des véhicules préalablement à la mise à disposition de ceux-ci :

- Immatriculation civile pour l'ensemble des véhicules ;
- Fourniture et pose des plaques d'immatriculation pour toutes les catégories de véhicules.

Les démarches et frais relatifs à l'immatriculation des véhicules sont à la charge du Titulaire.

Les frais correspondants à la délivrance du certificat d'immatriculation seront inclus dans le loyer financier. La carte grise (ou copie sur la base de l'arrêté n° JUSD0630096A en date du 28/07/06) devra être transmise aux établissements sous 8 jours avant la réception des véhicules.

Les véhicules seront livrés munis de leur immatriculation définitive.

Par ailleurs, si l'éventualité se présente, le Titulaire devra fournir à l'établissement adhérent les vignettes fiscales adéquates.

3.3.5 Réajustements du couple durée/kilomètre en cours de location

Le Titulaire a une obligation de conseil à travers l'optimisation de la location. Il doit ainsi proposer de modifier le couple durée/kilomètre en cas d'écart kilométrique à la hausse comme à la baisse pour chaque véhicule.

S'ils sont acceptés par l'établissement, ces réajustements en cours de location donnent lieu à un changement du couple durée/kilomètre en cas de diminution ou de dépassement du kilométrage initial ou de modification de la durée prévu au contrat pour le restant à vivre du contrat.

A défaut, et s'ils n'entrent pas dans le pourcentage de tolérance, les kilomètres supplémentaires donneront lieu à facturation au moment de la restitution du véhicule.

3.3.6 Suivi de la sinistralité

Le Titulaire doit adresser, sous format électronique (Excel ou équivalent), un état des sinistres trimestriel à l'établissement adhérent.

Cet état doit préciser au minimum les mentions suivantes :

- La date de survenance du sinistre ;
- La nature (corporelle ou matérielle) du sinistre ;
- Le numéro d'immatriculation du véhicule sinistré ;
- La garantie concernée ;
- Le taux de responsabilité ;

- La charge totale ;
- La somme éventuellement provisionnée.

3.3.7 Relation clientèle / équipe dédiée au suivi de l'exécution du marché

Le Titulaire s'oblige à mettre à disposition un chef de projet dédié au suivi du marché. Il sera l'interlocuteur privilégié des établissements bénéficiaires et s'assurera du bon fonctionnement du marché. Le Titulaire devra également mettre à disposition des établissements bénéficiaires du marché, une équipe suffisamment dimensionnée pour répondre à leurs besoins.

Le rôle de cette équipe est de répondre à toutes questions des gestionnaires de parc au sein de leurs établissements notamment en ce qui concerne le type de véhicule à louer, leur disponibilité, leur entretien, leur assurance, les litiges en cours, la situation sur le couple durée/kilométrage, les échéances des contrats de location, etc.

Par ailleurs, une revue de contrat pourra être réalisée à la demande de l'établissement, sans supplément de frais.

Conformément à l'article 3.3.3.1 du présent CCTP, le Titulaire devra préciser les horaires auxquels l'assistance téléphonique peut être jointe et qui doivent impérativement être compris entre 9H et 18H les jours ouvrés.

3.3.8 Outil informatique de gestion administrative du parc de véhicules loués

La gestion du parc repose sur la mise à disposition d'un système informatisé de gestion en temps réel de la flotte de l'établissement bénéficiaire, accessible en mode SAAS.

Ce système doit notamment permettre un reporting d'indicateurs nécessaires au suivi rigoureux de la gestion du parc parmi lesquels :

- Le suivi des commandes en cours ;
- Le suivi des véhicules dont le contrat de location est en cours (type de véhicule, marque, modèle, couple durée/kilométrage retenu, kilométrage en cours, etc.) ;
- Le suivi de l'entretien et des changements de pneumatiques des véhicules ;
- Le suivi de tous les postes de dépenses liés au parc ;
- L'information en temps réel de toute anomalie ;
- La facturation détaillée ;
- La fourniture des états fiscaux permettant de déterminer la valeur locative ;
- La fourniture d'une synthèse des sinistres ;
- La communication des coordonnées des garages agréés pour l'entretien des véhicules.
-

Modalités de connexion : chaque établissement du G.H.T. de Martinique concerné par ce marché doit disposer d'un accès sécurisé au site Internet. Il pourra être créé un profil utilisateur (identifiant + mot de passe) unique ou multiple (liste des bénéficiaires à transmettre par l'établissement adhérent).

Le titulaire doit fournir aux utilisateurs du site un mode d'emploi des fonctionnalités sous forme d'aide en ligne ou notice papier. Le titulaire organisera et dispensera une formation du service gestionnaire à l'utilisation de son outil de gestion en ligne.

En cas d'évolution de l'outil en ligne en cours du marché, le Titulaire s'oblige à assurer la formation des utilisateurs des établissements adhérent au groupement.

A titre exceptionnel, un établissement peut demander au Titulaire la communication sur support bureautique de type Excel la communication d'autres données relatives à la gestion du parc non accessibles en ligne.

Disponibilité : l'outil en ligne doit être disponible pour l'établissement bénéficiaire, dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de l'adhésion de celui-ci au marché GHT MARTINIQUE et ses membres. Le système doit être disponible à minima les jours ouvrés, de 7 heures à 19 heures

En cas de défaillance, le Titulaire dispose d'un délai de 48 heures après l'ouverture d'un ticket d'incident pour remettre en état l'outil.

3.3.9 Fourniture, pose et dépose et stockage des pneumatiques

Le Titulaire s'engage à équiper les véhicules de pneumatiques garantissant une utilisation dans les conditions normales de sécurité, conformément à la réglementation en vigueur. Ainsi, il assure si besoin tout changement de pneumatiques, pendant la durée du contrat, dans les conditions suivantes :

- De 0 à 30 000 km : pas de changement de pneumatiques sauf si le niveau d'usure de la sculpture arrive au même niveau que le témoin d'usure ;
- À partir de 30 000 km : changement des pneumatiques par 2.
- Le Titulaire s'oblige au suivi des consommations et alerte le gestionnaire de parc sur les écarts constatés par rapport aux normes, soit par courriel ou l'outil de gestion en ligne.
- La prestation comprend toutes les interventions techniques nécessaires, fourniture et main d'œuvre, sans débours de la part de l'utilisateur :
- Montage et démontage ;
- Fourniture et pose de la valve et du pneumatique ;
- Dépose, équilibrage et pose de la roue ;
- Vérification du parallélisme en cas d'usure anormale du pneumatique ;
- Réparation des crevaisons ;

La prestation peut être assurée soit dans un réseau spécialisé, soit au sein du réseau de garages généralistes. Dans les deux cas, l'atelier doit être agréé par le Titulaire.

Le prix des pneus fait partie intégrante du loyer mensuel et ne peut donner lieu à refacturation sauf s'il est démontré que le changement n'est pas lié à une usure normale du véhicule. Dans ce cas, un tarif prenant en compte le restant à vivre du pneu sera appliqué en prenant en compte un coût kilométrique du pneu (100 % du prix = 30 000 km).

3.3.10 Assurance du parc sous contrat et fourniture des attestations d'assurance établies dans les conditions fixées aux articles R.211-21-1 et suivants du code des Assurances

3.3.10.1 Assurance

Il est demandé aux candidats de présenter dans leur mémoire technique leur solution d'assurance et de gestion des sinistres des véhicules, et de ce fait, leur prise en charge.

Plusieurs d'assurances peuvent être souscrites :

- Assurance au tiers : couverture seule des dommages matériels et corporels causés à autrui ;
- Garanties complémentaires :
 - Incendie, explosion ;
 - Vol, tentative de vol ;
 - Bris de glace ;
 - Catastrophes naturelles ;
- Assurance tous risques : couverture du vol, de l'incendie et des dommages liés aux intempéries. Le candidat doit notamment présenter les modalités de mise en œuvre de son assurance dans le mémoire technique et qui concernent notamment le montant de la franchise accident / bris de glace, l'extension de la garantie à d'autres conducteurs de la famille, la garantie effets personnels en cas de vol.
- Perte financière : solde permettant une indemnité intégrale de la valeur du véhicule.

Les différents types d'assurance doivent couvrir tous les véhicules de la flotte du Titulaire, que ce soient ceux objet de la prestation de location longue durée ou ceux d'attente ou de remplacement et ce, dès leur livraison.

Il appartient au Titulaire de déclarer les risques à assurer auprès de son assureur.

Les garanties souscrites dans le cadre de l'assurance doivent permettre de protéger les individus (conducteur et passagers) ainsi que le véhicule et ses aménagements et équipements prévus par le constructeur.

Les dommages subis par les véhicules assurés au cours ou à l'occasion d'opérations de remorquage sont assurés au titre du contrat, dans les mêmes conditions.

Il appartient par ailleurs au Titulaire de transmettre à l'établissement bénéficiaire les attestations d'assurance établies dans les conditions fixées aux articles R.211-21-1 et suivants du code des Assurances.

3.3.10.2 Gestion des sinistres

Déclaration de sinistre : elles sont effectuées par le Gestionnaire du parc de l'établissement bénéficiaire du marché, selon les modalités définies au contrat, dans un délai de 10 jours à partir du moment où il en a eu connaissance. Aucune déchéance ou réduction proportionnelle d'indemnité ne peut toutefois être invoquée pour déclaration tardive d'un sinistre.

Modalités de prise en charge par le titulaire : Conformément à l'article 3.3.3.1 du présent CCTP, le Titulaire prend en charge la gestion des sinistres et les relations avec les tiers nécessaires au règlement des sinistres (service accessible via la plateforme téléphonique du Titulaire, dès la survenance du sinistre).

Une fois le constat et la déclaration d'accident transmis, le titulaire prend en charge :

- la désignation d'un expert pour les travaux ;
- la mise à disposition d'un véhicule de remplacement (si besoin) ;
- la facturation du garage ;
- le remboursement par l'assurance ;
- la relance quand le véhicule est réparé.

3.3.10.3 Services (autres que la gestion des sinistres)

La prestation d'assurance doit également couvrir les services suivants :

Gestion du certificat international d'assurance (carte verte) :

- 1ère édition et renouvellement des cartes vertes, transmises aux gestionnaires de parc.

Photo expertise :

- Contrôle des dégâts matériels ;
- Contrôle du devis et négociation du devis ;
- Validation du devis avant la prise en charge ;
-
- Économie sur les frais d'expertise classique jusqu'au seuil défini ;
- Reporting des économies réalisées.
- Gestion des réparations :
- Envoi des prises en charge aux réparateurs dès le 1er euro ;
- Contrôle de cohérence, du bien-fondé de l'intervention et vérification du devis ;
- Gestion et suivi des délais de réparation ;
- Remises sur pièces et taux de main d'œuvre négociées et répercutées à l'établissement adhérent au groupement.

Le Titulaire devra fournir à l'établissement concerné par le sinistre les factures des prestataires relatives aux réparations effectuées ainsi que les photos expertise, accompagnées des justificatifs des prestataires mobilisés par ses soins.

3.4 Prestations supplémentaires éventuelles facultatives

3.4.1 Formation à l'éco-conduite et à la prévention des risques routiers.

Dans un souci à la fois économique, social et environnemental, GHT de MARTINIQUE et ses membres souhaiterait développer l'éco mobilité et maîtriser la sinistralité. Ceci passe par la réduction des émissions de CO2 et de polluants, des consommations de carburant ainsi que par la maîtrise de la sinistralité.

Les formations pourront se faire sur route et/ou par internet.

L'e-learning, établi dans un format adapté (court et concis), doit être accessible pour tous les utilisateurs de l'établissement adhérent.

La formation devra être réalisée dans un délai de 3 mois maximum après la demande de l'établissement bénéficiaire. Elle se déroulera dans un lieu à convenir entre le Titulaire et l'établissement concerné. Si ce lieu est à l'extérieur de l'établissement, il devra être pratique d'accès, en termes de distance, de délai et de moyen d'accès.

Concernant la formation sur route, l'offre tarifaire sera tous frais inclus (temps de formation, lieu, fourniture de véhicules équipés de boitiers et de carburant, support remis aux stagiaires, attestation de formation).

Le titulaire devra préciser dans son mémoire technique le contenu pédagogique de ses formations, leurs modalités de réalisation ainsi que le profil et le curriculum vitae des formateurs.

3.4.2 Outil de télématique embarquée

Les candidats **pourront** proposer un outil de télématique embarquée. Il consiste en la pose d'un boîtier télématique dans les véhicules couplés avec un logiciel de gestion.

Cet outil doit permettre notamment :

- D'optimiser les déplacements, pour un gain de temps et de consommation ;
- D'analyser les comportements de conduite ;
- D'agir en prévention des risques d'accident ;
- D'optimiser les coûts ;
- D'identifier les anomalies sur un véhicule, d'anticiper les pannes et de planifier les maintenances.

Les modalités de fonctionnement sont à préciser par le candidat dans son mémoire technique.

Article 4. Choix et commande des véhicules

4.1 Choix des véhicules

Le BPU sur lequel figurent les différents véhicules du Titulaire sert de catalogue de base aux établissements bénéficiaires de ce marché. Ces derniers ont ainsi le choix pour le type de véhicule à louer. Si aucun véhicule présent au BPU ne correspond aux besoins de ces établissements membres du GHT de Martinique, ces derniers ont la possibilité de louer un véhicule présent au catalogue du Titulaire dans la même catégorie (B, C et D) (**catalogue à fournir obligatoirement avec l'offre**).

4.2 Commande des véhicules

Dès la réception du bon de commande, le Titulaire prend à sa charge l'ensemble des démarches administratives et pratiques liées à la livraison du véhicule.

Seuls les véhicules et options choisis au début du marché ou validés au cours du marché peuvent être commandés.

Article 5. Livraison des véhicules

A réception de la commande, le Titulaire confirme la date de livraison effective aux établissements concernés par courrier postal ou électronique dans un délai d'une semaine qui suit la réception de la commande.

Les délais et lieu de livraison convenus figurent sur le bon de commande.

Tout retard dans la livraison du véhicule pourrait impliquer la mise en œuvre de pénalités de retard. De plus, le Titulaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement concerné un véhicule de catégorie identique, et ce du jour de l'expiration du délai jusqu'à la livraison du véhicule commandé. Le non-respect de cette obligation pourrait être soumis à des pénalités de retard.

Conformément aux dispositions de l'article 1721 du Code Civil, les véhicules doivent être neufs et exempts de tout vice ou défaut.

Sauf cas exceptionnel dûment justifié, le délai de livraison ne saurait dépasser 4 mois pour les lots 1 et 3 et 6 mois pour le lot 2.

Le véhicule loué doit être livré avec un minimum de 15€ de carburant.

Le véhicule loué devra être doté de l'équipement spécifié sur le bon de commande avec les éléments suivants :

- Une « Notice Utilisateurs » reprenant les services souscrits dans le cadre du marché ;
- La liste des garages agréés pour l'entretien, des points habilités (réseau spécifique ou identique à celui des garages agréés) pour le changement des pneumatiques ;
- La carte grise ou copie de la carte grise, ainsi que celle de l'arrêté afférent n° JUSD0630096A en date du 28/07/06 ;
- Une copie du contrat d'assurance accompagné de deux constats amiables si l'option est prise ;
- Des notices en français permettant l'utilisation et l'entretien du matériel et ses équipements ;
- Un carnet d'entretien en français ;
- Les coordonnées des correspondants sur son siège et/ou régionaux du titulaire ;
- Tout équipement rendu obligatoire par la réglementation (éthylotest, triangle de signalisation, gilet jaune, etc.) ;
- Tous les numéros utiles, en particulier celui de la hotline.

Article 6. Remplacement de modèle

En cas d'arrêt de production, de modification technique substantielle ou de retrait commercial d'un modèle de véhicule proposé au marché, le titulaire devra proposer un véhicule de remplacement présentant au minimum les caractéristiques suivantes :

- Performances techniques équivalentes (puissance, autonomie, capacité de charge ou volume utile, etc.)
- Niveau d'équipements identique ou supérieur (sécurité, confort, connectivité, etc.)
- Respect des normes environnementales et des seuils de consommation définis
- Dimensions et gabarit comparables, compatibles avec les contraintes d'usage

Le véhicule de remplacement devra être proposé sans incidence sur le coût global de location ou sur le planning de livraison. La proposition fera l'objet d'une validation écrite de la part de l'acheteur avant toute substitution.

Le non-respect de cette clause pourra entraîner l'application de pénalités contractuelles ou la résiliation partielle du marché

Article 7. Restitution des véhicules

Le Titulaire doit informer les établissements concernés par ce marché, des échéances futures des contrats via le dispositif de gestion informatisée, ainsi que par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception six mois avant la date d'échéance du bon de commande.

Au terme de chaque contrat de location, le véhicule doit être restitué en bon état de marche et de propreté, compte tenu d'un taux d'usure maximum, selon les normes en vigueur définies par le Syndicat National des Loueurs de Voitures de Location Longue Durée (SNLVLVD)

Les délai et lieu de restitution sont convenus entre le Titulaire et l'établissement concerné.

Le Titulaire doit également communiquer systématiquement aux établissements les taux d'abattement appliqués sur les coûts de réparation.

Trente jours calendaires avant la restitution du véhicule, le Titulaire s'engage à réaliser une visite de bilan du véhicule et à rédiger un rapport sur la remise en état de celui-ci.

Dans le cas où le véhicule est restitué en mauvais état de marche, le Titulaire applique une dépréciation correspondant à la différence entre l'état constaté au jour de la restitution et l'état standard. Cette dépréciation est calculée par l'application d'un abattement sur la valeur de réparation à dire d'expert. A cet effet, le Titulaire doit préciser dans son mémoire technique, son barème de dépréciation détaillé, sous peine de rejet de son offre.

Il est à noter que la vétusté s'entend en fonction de la durée de location des véhicules. Plus cette durée est importante et plus la vétusté l'est également.

Le rapport, appuyé de la photo-expertise et transmis à l'établissement concerné dans un délai suffisamment court pour permettre à cet établissement de prendre les mesures nécessaires avant la restitution, comprend un devis exposant :

- Les indemnités kilométriques correspondant à un ajustement du couple durée/kilomètres ;
- Les frais de remise en état après application du barème de dépréciation joint au présent dossier de consultation

Une contre-expertise, à sa charge et avec un expert de son choix, peut être demandée par l'établissement concerné notamment lorsque le montant des réparations est supérieur à celui de la franchise de remise en état, ou lors d'un écart important entre l'état standard de restitution et l'état d'usure.

Le Titulaire adresse pour paiement la facture comprenant le relevé détaillé des frais de remise en état du véhicule, d'après le rapport de visite de bilan du véhicule et la contre-expertise du bilan réalisée après avis de l'établissement concerné. Cette facture est établie conformément aux dispositions du barème de dépréciation.

Concernant les kilomètres supplémentaires, le candidat précisera au BPU le pourcentage admis ne donnant pas lieu à facturation.

Hormis ces frais liés à une usure anormale du véhicule, il ne pourra être facturé aucun autre frais de quelque nature que ce soit.

Article 8. Valeur résiduelle des véhicules

En l'absence de litige, chaque établissement s'acquittera des loyers échus et toutes sommes dues au titre des prestations connexes hors contrat. De son côté, le Titulaire s'oblige à la plus grande transparence sur les calculs de ses loyers et tarifs.

A ce titre, la valeur résiduelle de chaque modèle de véhicule loué sera indiquée à titre indicatif par le Titulaire dans son offre.

Le Titulaire s'engage à réaliser une estimation au plus juste de la valeur résiduelle des véhicules loués même si celle-ci n'est donnée qu'à titre indicatif dans le BPU.

De même, le titulaire propose dans son offre et pour tout changement des modèles de véhicules aux établissements dont la revente est facilitée sur le marché de l'occasion.

Article 9. Mise en place du marché

Une réunion de lancement pourra se tenir à la demande du GHT MARTINIQUE et ses membres dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la notification du marché.

Article 10. Gestion des procès-verbaux

10.1 Les procès-verbaux de stationnement remis ou non en mains propres à l'utilisateur

L'établissement membre du G.H.T. de Martinique concerné par ce marché, s'organise pour faire procéder au règlement de l'amende dans les délais requis. En cas de majoration due à un retard de paiement du fait de l'établissement.

Le Titulaire, qui est, en tant que propriétaire du véhicule, destinataire du courrier signifiant la majoration, transmet l'original de celui-ci dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec accusé de réception au service gestionnaire du marché concerné à l'établissement membre. Si le coût de l'amende devait être à nouveau majoré du fait d'un retard de transmission du Titulaire à l'établissement concerné, la différence entre le coût initial majoré et le coût majoré suivant, serait porté à la charge du Titulaire.

10.2 Les autres infractions

En tant que propriétaire des véhicules, le Titulaire est destinataire des courriers relatifs aux infractions au Code de la Route concernant les utilisateurs des véhicules en location, pour lesquelles les PV ne sont ni des PV de stationnement, ni remis en mains propres. Il adresse pour règlement, l'original du titre de paiement, dans les plus brefs délais, par courrier simple, au service gestionnaire du marché concerné. Si le coût de l'amende devait être majoré du fait d'un retard de transmission du Titulaire à l'établissement concerné, la différence entre le coût initial et le coût majoré serait portée à la charge du Titulaire.

Fort de France le :

Direction des Achats et de la Logistique

R. ROSINE

A SIGNE

Annexe 1

DESCRIPTION DES LOTS

Le présent marché est composé de deux (2) lots :

- Lot 1 : Location longue durée de véhicules particuliers et prestations associées ;
Quantité indicative annuelle sur toute la durée du marché et non contractuelle : 7
- Lot 2 : Location longue durée de véhicules utilitaires dont le PTAC est inférieur à 3,5 T et prestations associées ;
Quantité indicative annuelle sur toute la durée du marché et non contractuelle : 9
- Lot 3 : Location longue durée de véhicules particuliers équipés de dispositifs de géolocalisation et prestations associées ;
Quantité indicative annuelle sur toute la durée du marché et non contractuelle : 7

Lots 1 et 3 : Véhicules particuliers

- Véhicule neuf de 4 à 5 places destiné aux transports de passagers
- Puissance : 130cv environ
- Boîte de vitesses automatique
- Caméra de recul
- Radar de stationnement avant et arrière
- Climatisation automatique
- Direction assistée
- En respect avec les nouvelles règles en vigueur

Lot 2 : Véhicules utilitaires dont le PTAC est inférieur à 3,5 T

Selon quantité indicative :

- 1 véhicule neuf destiné à la sécurité à PZQ : véhicule utilitaire fermé, tôlé, 2 places avec une cloison de type grille de séparation,
- 3 véhicules neuf destinés à la SAPRA à PZQ : véhicule utilitaire fermé, tôlé, 2 places avec une cloison tôlée,
- 1 véhicule neuf destiné aux Déchets à Trinité : véhicule utilitaire fermé, tôlé, 2 places avec une cloison tôlée.
- 1 véhicule neuf destiné au garage du CHLD véhicule utilitaire 2 places avant et banquette arrière rabattable.
- 1 véhicule neuf de type fourgon tôlé destiné à la menuiserie du Service Technique de PZQ
- 1 véhicule neuf destiné à la cellule d'ordonnancement / garage à PZQ : véhicule utilitaire fermé, tôlé, 2 places avec une cloison de type grille de séparation,
- 1 véhicule neuf destiné au service Prévention : véhicule utilitaire fermé, tôlé sans vitre arrière – uniquement place conducteur
- 1 véhicule neuf destiné au service du transport interne : véhicule utilitaire de volume 6 m3 environ

Tous les véhicules seront équipés de

- Boîte de vitesses automatique
- Caméra de recul
- Radar de stationnement avant et arrière
- Climatisation automatique
- Direction assistée
- Interface de gestion de flotte (consommations : carburants et additifs, télémétrie, géolocalisation, parcours et incidents)
- En respect avec les nouvelles règles en vigueur